



**UNION EUROPEENNE**  
DELEGATION EN REPUBLIQUE D'HAITI

## **REVUE DE PRESSE SPECIALE UE-HAITI**

### **Sur les Journées européennes de développement 2013**

**Suite au voyage de presse de 5 medias haïtiens**

***CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale***

#### **JOURNAL LE NOUVELLISTE**

### **JED 2013 : Une vie décente à l'horizon 2030**



Plus de 4 000 personnes venues des quatre coins du monde, à l'invitation de l'Union européenne (UE), ont assisté mardi au lancement de la 8e édition des Journées européennes de développement (JED 2013) tenue dans les locaux de "Tours and Taxis", avenue du Port – Havenlaan 86A B1000 – Brussels, à Bruxelles (Belgique). Des chefs d'Etat, de gouvernement, développeurs, représentants d'organisations internationales et de la société civile, etc., ont défié le froid de la capitale de l'UE pour répondre à ce rendez-vous annuel initié en 2006 afin de permettre aux principaux acteurs concernés et impliqués dans la question du développement de se réunir et de discuter de la manière d'améliorer l'efficacité de l'aide. « Une vie décente pour tous à l'horizon 2030 – Pour un consensus sur le nouvel agenda du développement » C'est autour de ce thème que se sont déroulées les JED 2013, les 26 et 27 novembre.

Axées sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable, elles sont le premier forum de l'Europe consacré à la coopération au développement. Ainsi, depuis son inauguration en 2006, les JED constituent non seulement un espace d'échanges et de promotion du développement, mais aussi un observatoire de l'évolution des Objectifs du

millénaire pour le développement (OMD) lancés par les Nations unies et auxquels se sont souscrits, en 2000, les dirigeants de 189 pays, dont ceux d'Haïti, qui ont brillé par leur absence à cette dernière édition. Les opérations de vérification et d'enregistrement des invités ayant duré plus que prévu, cela a influé sur l'ouverture de la cérémonie de lancement des JED, qui a démarré avec plus d'une heure de retard. Les effets de ce contretemps ont été atténués par le savoir-faire et la chaleur du maître de cérémonie, la belle Femi Oke, journaliste de Al Jazeera, qui n'a laissé personne indifférent. A côté des temps morts bien gérés par Femi Oke, il convient de mentionner les déclarations opportunes et perspicaces faites par des intervenants de haut rang et notoires tels que : le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso ; Andris Pielbags, commissaire au développement de l'UE ; Mme Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Liberia ; M. Mahamadou Issoufou, président du Niger ; Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine ; M. Jose Pereira Neves, Premier ministre du Cap-Vert ; Mme Portia Simpson Miller, Premier ministre de la Jamaïque.

A moins de mille jours de l'échéance des OMD fixée pour la fin de l'année 2015, tous ces intervenants aux JED 2013 sont unanimes à reconnaître que les progrès réalisés par les différents pays concernés sont mitigés. Certains objectifs sont en passe d'être atteints à l'échelle mondiale, tandis que certains autres sont encore loin du compte. Ainsi, selon les données recueillies à ce jour, l'objectif d'améliorer l'accès à l'eau potable(OMD7) et celui de réduire de moitié la pauvreté dans le monde (OMD1) ont été déjà réalisés. Evoquant ces performances réalisées, le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, a indiqué : « Nous ne devons pas hésiter à affirmer que le monde doit énormément aux OMD. Pour preuve, la proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est passée de 43% en 1990 à 22% en 2010. L'objectif de réduction de moitié du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a donc été réalisé. » « Sur la même période, l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable a été également atteint, car deux milliards de personnes supplémentaires en bénéficient désormais, a fait remarquer M. Barroso qui a souligné qu'au cours des 10 dernières années, l'UE, en collaboration avec ses partenaires, a aidé 70 millions de ménages supplémentaires à accéder à l'eau potable. Des professionnels de la santé ont assisté 7,5 millions d'accouchements.

Au niveau mondial, les infections liées au virus du sida continuent de reculer, tandis que l'accès aux médicaments antirétroviraux s'est considérablement étendu. » Des progrès notables enregistrés dans le domaine de l'éducation. « Le taux d'inscription dans l'enseignement primaire dans les pays en développement a augmenté en moyenne de 90%, les jeunes filles ayant à présent presque autant de chances d'être scolarisées que les garçons. Grâce à notre soutien, près de 14 millions de garçons et de filles supplémentaires vont à l'école. » L'agenda post-2015 : Une vie décente pour tous En revanche, les objectifs concernant l'accès à l'éducation (OMD2) et la santé maternelle (OMD5) devront attendre l'après-2015. Même au niveau des objectifs déjà atteints, on constate toujours d'importantes disparités entre les populations rurales et urbaines, sans compter les inégalités liées au genre. Encore une fois, Haïti a réussi l'exploit de s'illustrer comme étant le seul pays à n'avoir atteint, jusqu'à présent, aucun des huit objectifs. Fort de ce constat, l'UE, qui, avec ses Etats membres, a fourni plus de la moitié de l'aide mondiale en 2012, a entrepris depuis quelque temps des discussions mondiales sur la préparation d'un agenda de développement après l'échéance de 2015 retenue pour la réalisation des OMD. L'objectif poursuivi à travers l'élaboration de cet agenda est la mise en place d'un cadre ambitieux, approuvé à l'échelle mondiale, qui vise à éradiquer la pauvreté, à promouvoir le développement durable et garantir à tous une vie décente d'ici 2030.

Ce cadre général, issu des réflexions de la Commission européenne, va s'articuler autour de 5 grands axes : - des conditions de vie élémentaires pour tous, sous lesquelles nul ne devrait tomber ; - la promotion des moteurs de la croissance inclusive et durable en investissant dans les infrastructures ou l'énergie pour créer de la croissance et des emplois décents, tout en contribuant au développement humain ; - une gestion plus durable des ressources naturelles, condition vitale pour enrayer la dégradation de l'environnement ; - l'égalité, l'équité et la justice, non seulement en tant que valeurs intrinsèques, mais aussi comme éléments fondamentaux du développement durable ; - la lutte contre l'insécurité et la fragilité des Etats. En dépit des mauvais résultats accumulés par Haïti dans les OMD, l'UE entend maintenir sa coopération avec l'Etat haïtien.

En témoignent les déclarations du porte-parole du commissaire de l'UE au développement, M. Alexandre Polak. En effet, selon ce dernier, un montant de plus de 400 millions d'euros serait disponible pour Haïti du côté de la Commission européenne pour une période allant de 2014 à 2020. Un montant assez considérable qui, selon le porte-parole, va permettre de maintenir des projets de développement de grande envergure dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire et à la réforme de l'Etat. L'aide au développement se révèle d'une importance capitale pour les pays en développement où il permet de sauver des vies, estime M. Polak qui nuance toutefois qu'il convient aux dirigeants d'assurer une bonne coordination entre l'aide et les initiatives internes liées au développement. Car, dit-il, l'aide à elle seule ne peut pas sauver un pays.

**Cyprien L. Gary**

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/124488/JED-2013-Une-vie-decente-a-lhorizon-2030.html>

### **OMD: Haïti, un peu loin des attentes mais garde tout espoir**

*16/12/13: Fin 2015, date butoir pour les pays qui, en 2000, avaient souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les Journées européennes de développement (JED 2013) tenues les 25 et 26 novembre à Bruxelles étaient, entre autres, l'occasion pour plusieurs représentants de ces pays de mettre en relief les progrès réalisés jusqu'ici dans les OMD et leurs attentes par rapport au programme post-2015. A moins de mille jours de l'échéance 2015, Haïti, grande absente des JED 2013, fait très pâle figure dans la réussite des OMD. Andris Piebalgs, commissaire au développement de l'UE, interrogé par des journalistes haïtiens sur la progression d'Haïti en ce qui a trait aux OMD, estime que le pays est un peu loin des attentes, mais peut compter sur le support de l'UE pour progresser avant la fin de 2015.*



En matière des OMD, Haïti est un peu loin des attentes. Le tremblement de terre dévastateur du 12 janvier 2010 a beaucoup contribué à cet état de choses. Nous travaillons avec le gouvernement plus étroitement que jamais. Nous continuons à utiliser les contrats de pays pour fournir des services sociaux notamment dans le domaine de l'éducation, mais également dans d'autres domaines liés au social pour lesquels nous avons engagé environ 420 millions d'euros. Ce qui représente à peu près la moitié de l'aide totale destinée à la Caraïbe », a déclaré au 2e jour des JED 2013 le commissaire au développement européen Andris Piebalgs qui y voit un signe positif et une amélioration dans la dynamique de la coopération UE-Haïti. Le commissaire au développement dit avoir découvert certains domaines dans lesquels on rencontre des obstacles au développement harmonieux d'Haïti. Un de ces obstacles concerne les droits de propriété. A titre d'exemple, M. Piebalgs explique. « Je devrais changer notre soutien au secteur des infrastructures parce que nous n'avons pas réussi à avoir les terrains nécessaires à la construction des routes. Beaucoup de gens se présentent pour dire tel où tel terrain est à moi, vous devez me dédommager avant d'entreprendre quoi que ce soit sur mon terrain. Il faut essayer de trouver une solution à ces problèmes. Je sais que ce n'est pas facile, mais sans cette décision majeure qui donne plus de clarté dans les droits de propriété, c'est difficile d'imaginer le progrès économique. » Dans la perspective d'une amélioration des progrès d'Haïti dans les OMD avant la fin de 2015, Andris Piebalgs pense qu'il est nécessaire pour les Haïtiens d'accentuer leurs efforts dans le domaine économique, parce que, selon lui, sur le plan social, on se débrouille. «

Pour ce faire, il faut mettre en valeur les richesses nationales. Haïti est placée dans cette partie du monde où l'on trouve un soleil merveilleux. Il y a des potentialités touristiques, des potentialités agricoles, sans compter que nous sommes très proches du continent américain. Ce qui présente de gros avantages pour le développement de l'industrie des manufactures. » « Il faut essayer d'utiliser ces potentiels. Cela demande quelques décisions du gouvernement et du Parlement. C'est difficile mais il faut y penser et y croire », encourage le responsable de l'UE, qui se dit satisfait du niveau de coopération avec

Haïti. Ne pas atteindre les OMD à l'échéance de 2015, ne serait-ce pas une défaite partagée pour Haïti et pour l'UE ? Répondant à cette question, Andris Piebalgs estime que, sans le tremblement de terre, les avancées seraient plus perceptibles. « Le séisme a causé tellement de dégâts au niveau moral et au niveau du développement, que c'est aussi difficile d'espérer que les OMD vont être atteints et que nous pourrions réussir notre pari. En même temps, il faut continuer parce qu'on n'est pas encore en 2015. Il va falloir que nous analysions les causes de notre échec et essayer des deux côtés de mettre les bouchées doubles pour accomplir les tâches qu'exigent les OMD. »

« Avec l'agenda 2015, ils pourront élargir cet agenda à l'accès à la technologie, l'accès à l'emploi. Il y a des problèmes qu'il faut résoudre. Je voudrais dire que notre coopération avec Haïti n'était pas exemplaire mais en même temps, je peux dire que c'est une réussite, je suis optimiste pour l'avenir. Il faut essayer d'avoir de meilleurs résultats. Quelques fois ça ne marche pas, mais il ne faut pas se décourager. Si quelque chose ne marche pas, changez de méthode et continuez de travailler. » Coopération Haïti-UE 2014 Evoquant la coopération de l'UE avec Haïti à partir de 2014, M. Piebalgs a parlé des discussions entamées avec les autorités haïtiennes. « Nous avons des accords dans trois secteurs de coopération : l'éducation, l'agriculture et la gouvernance. Nous avons déjà discuté des secteurs de concentration. Le programme de coopération 2014 coûtera environ 420 millions d'euros. Nous avons déjà commencé les préparations pour le programme 2014-2020. Je voudrais faire part de mes sympathies envers le peuple haïtien. Il faut faire preuve de courage et s'organiser comme une famille et notre soutien va continuer », assure le commissaire ajoutant que c'est toujours plus efficace quand nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement.

« Quand nous travaillons séparément, c'est plus facile mais ainsi on risque également de ne pas trouver les vraies solutions aux problèmes. » Interrogé sur les Accords de partenariat économique (APE) et sur la place des APE dans la coopération UE Haïti, la réponse mi-figue mi-raisin du commissaire laisse augurer que ces accords ne constituent pas une priorité pour l'UE. « Je suis commissaire au développement. Je ne m'occupe pas de commerce. Mais nous avons signé l'APE avec les Caraïbes. J'ai discuté aujourd'hui (27 novembre) avec le Premier ministre jamaïcain, il me semble que ça marche. Cela donne aux pays caribéens plus d'accès au marché de l'Union européenne. Les Haïtiens cherchent plus d'intégration dans le Caricom ou au Cariforum. Mais comme Haïti est un pays moins développé, les Haïtiens ont tous les droits d'accès au marché européen. »

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/125319/OMD-Haiti-un-peu-loin-des-attentes-mais-garde-tout-espoir.html>

## **Un ex-Premier ministre haïtien aux JED 2013**

*6/2/13: Devant les locaux du «Tour & Taxis» situé à l'avenue du Port 86 1000 Bruxelles, Belgique, des invités venus du monde entier faisaient la queue pour accéder à l'auditorium devant accueillir la 8e édition des Journées européennes de développement (JED 2013). Tout à coup, sur le parking du site de l'événement, un véhicule ouvre ses portières pour laisser descendre un passager. Garry Conille. Simple. Sans escorte. L'ex-Premier ministre haïtien a marché plus de 50 mètres avant d'être reconnu par les six journalistes haïtiens présents sur les lieux. Dans cette brume matinale assez glaciale qui caractérise l'hiver européen, il n'y avait rien de plus reconfortant que le sourire sympathique d'un visage connu. Après des salutations très chaleureuses, il a accepté de nous expliquer le but de sa présence aux JED 2013*

« Je suis ici pour une double mission : apporter mon appui au président du Liberia, Mme Ellen Johnson Shirleaf. Elle est la présidente d'une commission spéciale composée de dix chefs d'Etat et de chef de gouvernement africains pour définir une position africaine commune sur l'agenda post-2015. Je suis ici également dans le cadre de UN-SUN, une structure établie par le secrétaire général et dirigée par Jeffrey Sacks et un autre cadre de l'université de Columbia pour apporter ma contribution dans la définition de l'agenda post-2015.» Telle a été la réponse du premier chef de gouvernement de Michel Martelly, le docteur Garry Conille, expliquant sa présence au lancement des JED 2013 dans la capitale de l'Union européenne, Bruxelles, le 26 novembre dernier. En effet, depuis sa démission à la tête de la Primature, au mois de mars 2012, aucune information n'a filtré concernant les nouvelles préoccupations de ce médecin de profession qui avait beaucoup arpenté les couloirs du PNUD et des Nations unies avant de mettre ses connaissances au service de l'administration haïtienne vers la fin de l'année 2011.

Ses longues expériences dans le domaine de la planification du développement ont fait de ce fils d'Haïti une denrée très recherchée dans les pays en développement, notamment en Afrique où il a beaucoup roulé sa bosse. C'est fort de ses compétences que peu de temps après sa démission à la Primature Garry Conille a été appelé par la présidente du Liberia, Mme Ellen Johnson Shirleaf, pour être son conseiller principal en développement. Etant donné l'importance des JED dans le processus de mise en place d'un cadre global de développement pour tous les pays à l'échéance de 2015, les chefs d'Etat et de gouvernement concernés, les organisations internationales et les acteurs impliqués dans le développement se sont fait le devoir de s'inviter à ces assises afin de prendre part aux différents débats et discussions et ainsi contribuer à l'élaboration de l'agenda post-2015 qui devra remplacer les OMD. Interrogé sur les raisons qui ont conduit les dirigeants mondiaux à la nécessité d'un nouvel agenda mondial post- 2015, Garry Conille a fait l'historique des démarches ayant mené à l'adoption des OMD. « En l'an 2000, explique-t-il, près de 200 pays se sont entendus sur l'agenda dénommé les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Ces OMD expireront en 2015 et aujourd'hui, il y a un effort international pour que le monde entier arrive à s'entendre sur l'élaboration d'un nouveau cadre appelé à suppléer aux OMD. A travers ce nouveau agenda, on va se focaliser sur les nouveaux objectifs que le monde va se donner après l'expiration de l'échéance 2015. C'est sur le choix de ces nouveaux objectifs que s'est tenue la 8e édition des JED.» Quels sont les objectifs visés dans l'agenda post-2015 ? Les 8 objectifs du millénaire, tel qu'adopté en 2000, sont axés autour de la pauvreté, la santé, l'équité de genre, l'éducation, etc. Dans l'agenda post-2015, non seulement la réduction de la pauvreté sera au cœur des préoccupations des acteurs de développement, mais une attention particulière sera donnée à la création de richesse, la création d'emploi, la croissance.

Une des leçons qu'on a apprises au cours des 15 dernières années est qu' on ne peut pas atteindre les résultats souhaités en termes de réduction de la pauvreté si on n'a pas un certain niveau de croissance ou de création d'emplois, a fait valoir le Dr Conille. A cet effet, il a pris en exemple les pays africains qui travaillent d'arrache-pied pour arriver à une position commune qui doit essentiellement être axée sur quatre points importants qui doivent être insérés dans l'agenda post-2015, à savoir : le transfert de technologie, les

infrastructures énergétiques, la transformation économique et la protection de l'environnement. Pour l'ancien Premier ministre haïtien, l'activité des JED 2013 axées sur la préparation d'un agenda post-2015 est différente de celle de 2000 pour les OMD. Car, en 2000, c'est seulement un groupe restreint de gens qui s'est réuni pour définir un agenda qui sera adopté par tous, tandis que, aujourd'hui, les Nations unies et le secrétaire général Ban Ki-moon ont établi un agenda de deux ans qui invitent tout un chacun à réfléchir sur le cadre qui va définir un partenariat global en matière de développement durable.

Les Nations-unies, souligne l'ex-Premier ministre haïtien, misent sur une série d'éléments pour se doter d'un agenda pour la fin de 2015. Ainsi, ils ont mis sur pied un open working group qui réfléchit sur cet agenda que les Etats membres vont voter vers la fin de 2015. Entre-temps, des organisations comme l'Union européenne et l'Union africaine veulent se positionner de manière à influencer ce processus global. C'est dans cette logique que l'Union européenne, en tant qu'entité, veut sensibiliser les développeurs et les dirigeants du monde autour de ce projet. A cette fin, elle a sorti un document intitulé «A decent life for all» qui met en exergue les différents éléments devant être insérés dans l'agenda post-2015. C'est un effort combiné de toutes les structures précitées pour influencer le document final. Lequel document devra tenir compte des points de vue des Etats membres des Nations unies, dont Haïti, qui vont définir le contenu de cet agenda. « Toutefois, il y a des différences assez marquées sur lesquelles j'aimerais attirer votre attention. Par exemple, les Latino-Américains ont des points spécifiques qu'ils aimeraient faire figurer dans l'agenda tels que le contrôle sur la production et la consommation. Parce que, selon eux, les plus grandes menaces pesant sur le développement durable sont liées aux questions environnementales.

A partir de 2030, il y aura des centaines de millions de gens qui auront un pouvoir d'achat plus important. Ces gens-là vont vouloir consommer plus d'énergie, plus de viande,... et ainsi la consommation mondiale va augmenter. » « Une étude a montré qu'actuellement, les hommes consomment quasiment l'équivalent de trois mondes. Donc, la question qui se pose maintenant est : Comment on va faire pour augmenter les richesses de chaque individu qui va consommer plus? Et comment ils pourront consommer plus sans que cela ne cause préjudice à l'environnement? Ce sont ces discussions qui se tiennent actuellement pour essayer de lier l'agenda post-2015 qui suppléera les OMD et Post Rio plus 20 où les dirigeants ont beaucoup débattu sur le développement durable et ses trois piliers (environnement, social, économie). On est en train de concilier ces deux mouvements pour arriver à un agenda durable. » Les conséquences pour Haïti Selon les inquiétudes soulevées par les journalistes haïtiens à propos des JED, ils estiment que l'Europe est loin d'Haïti. Comment les discussions des deux JED peuvent-elles avoir des répercussions sur Haïti ? A cette question, Conille a répondu que ces discussions vont influencer les Haïtiens de plusieurs manières.

Tout d'abord, elles vont définir comment les partenaires doivent se comporter. Quand il était question des OMD qui étaient au nombre de huit, dont l'Education, la Santé..., Haïti, pour réclamer l'assistance des bailleurs, devait présenter son programme de développement dans lequel devrait se trouver des programmes relatifs à l'amélioration de la santé ou de renforcement de l'éducation. Ces conditions étaient obligatoires pour avoir le support des bailleurs. En ce qui a trait à l'agenda post-2015, les pays comme Haïti vont

essayer d'ajouter dans leur programme le développement des stratégies pour faciliter l'accès à la technologie ou encourager la protection de l'environnement, des éléments qui font partie intégrante de l'agenda global post-2015. Cela va encourager les partenaires à nous aider dans le sens que nous le désirons. Le 2e facteur intéressant dans ces discussions, c'est qu'elles nous aident à structurer la manière dont nous allons focaliser nos propres énergies pour ne pas être en reste avec l'agenda. Par exemple, la présidente du Liberia, Mme Shirleaf, fait face à une carence de ressources naturelles et à un exode de capitaux partout en Afrique. Consciente de ces problèmes, Mme Shirleaf et les principaux dirigeants africains vont s'assurer que ces éléments importants sont inclus dans l'agenda global. « Donc, la présence d'un pays est nécessaire à ces assises parce que telle proposition faite par tel pays dans l'agenda risque d'affecter tel autre pays.

C'est pour cela que le monde est représenté dans cette manifestation, dont plusieurs chefs d'Etat : le président du Niger, le Premier ministre jamaïcain, le Premier ministre du Cap-Vert, le président du Liberia. Tout ce beau monde veut faire partie des discussions. Si on ne s'arrange pas pour faire partie des discussions, on en subira les résultats au lieu d'en bénéficier. Haïti est le seul pays de la région des Caraïbes à ne pas faire les progrès nécessaires par rapport aux OMD. C'est pour ça qu'il aurait été important qu'un représentant haïtien vienne s'enquérir de l'évolution des OMD au niveau des autres pays et discuter du prochain agenda. D'ici à l'échéance 2015, il nous reste environ 1000 jours. «Ce qui veut dire qu'il nous reste encore du temps pour qu'Haïti progresse au niveau de l'éducation universelle, de la santé, de l'équité de genre. Par contre, je suis assez fier, car dans le domaine de l'éducation, Haïti est l'un des rares pays avec un tel niveau de revenu en passe d'atteindre la parité garçon-fille au niveau primaire depuis très longtemps. Haïti a également beaucoup progressé dans la baisse du taux de prévalence du sida depuis quelques années. Il y a des progrès qui ont été faits, mais il reste encore beaucoup plus à faire. Mais, dans le cadre de la définition du nouvel agenda, il y a certainement des éléments clés qu'Haïti aimerait voir dans le canevas», conclut le Dr Conille.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/124922/Un-ex-Premier-ministre-haitien-aux-JED-2013.html>

## **AGENCE ALTERPRESSE**

### **Haïti-Omd : Le défi du consensus**



*De notre envoyée spéciale Francesca Théosmy*

29/11/13: Alors que l'agenda post-2015 est en préparation, Haïti qui n'a atteint aucun des objectifs du millénaire pour le développement à date, suscite des inquiétudes sur sa capacité à adresser ses problèmes de manière consensuelle. L'ancien premier ministre de Michel Martelly, le docteur Garry Conille est l'un de ceux qui expriment des inquiétudes par rapport aux opportunités qu'Haïti risque de rater.

Garry Conille qui [a démissionné le 24 février 2012 dans un contexte de rébellion de son propre cabinet](#), a réagi sur la situation d'Haïti par rapport aux objectifs du millénaire pour le développement lors d'une interview accordée à un groupe de journalistes haïtiens à Bruxelles, en marge des [Journées européennes de développement](#).

« Je dois avouer que je suis très inquiet que nous perdions tous les acquis pour lesquels nous nous sommes battu durant les dernières années. Je suis inquiet aussi parce que quand je regarde les problèmes de fond qui concernent l'extrême pauvreté, je ne vois aucune velléité de changement », déclare Conille, actuel conseiller spécial de la présidente du Liberia.

Jusqu'ici, Haïti n'a fait [des avancées que sur 3 des 8 grands objectifs du millénaire pour le développement](#). Il s'agit de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la réduction de la fréquence de propagation de VIH/Sida, et la scolarisation universelle pour toutes et tous.

Pour Garry Conille qui a connu la plus haute sphère de décision de l'Etat haïtien, le défi à relever est le consensus. « Nous avons des problèmes de fond qui réclament une solution consensuelle. Je pense que c'est une très mauvaise approche de penser que les problèmes du pays peuvent se résoudre depuis le palais national ou la primature », explique-t-il, prenant l'exemple du Ghana et de l'Ethiopie.

L'actuelle administration de Martelly est souvent critiquée pour sa stratégie de s'attribuer toute avancée réalisée par le pays, en niant les bases établies par les gouvernements précédents. Garry Conille dit croire que ce type de « compétition » est néfaste. De plus l'exécutif et le parlement doivent tous deux jouer leurs rôles.

Ces derniers mois les relations entre l'Exécutif et le parlement haïtiens se sont dégradés. Le président Martelly est accusé de vouloir rendre inopérante l'assemblée nationale en retardant les élections partielles nécessaires pour compléter le Senat.

Des manifestations ont lieu dans le pays à un rythme de plus en plus intense pour réclamer son départ. Au sein de l'Union européenne, un de grands donateurs d'Haïti, un haut responsable qui n'a pas souhaité être cité se dit lui aussi inquiet de la situation. Le problème selon lui, est que les politiques haïtiens [de l'opposition et de l'exécutif] associent toute concession à une défaite, ce qui plombe le dialogue.

Pour sa part, Garry Conille estime que si Haïti a raté les opportunités de l'après-séisme c'est aussi en partie à cause des engagements non respectés par les donateurs.

« Evidement le tort est avant tout haïtien. Mais c'est aussi le tort des partenaires internationaux qui après le séisme ont fait des promesses qu'ils n'ont pas respectées et pris des engagements incohérents. Ils n'ont pas non plus permis au gouvernement haïtien de prendre la direction de la reconstruction. Selon moi, nous n'avons pas vraiment bénéficié des opportunités de l'après-séisme », explique-t-il.

Haïti a jusqu'à 2015 pour continuer à faire des avancées sur les objectifs du millénaire pour le développement, mais pas sans un engagement de la communauté haïtienne en général, insiste Conille. [kft apr 27/11/2013 22 :40]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15570#.UqdRi-JAI3M>

## **Haïti-Onu-Choléra : Il faut analyser la possibilité ou non de compensations aux victimes, selon Flavia Pansieri**

2/12/13: Analyser la situation avant de décider d'accorder ou non des compensations aux victimes de l'épidémie de choléra en Haïti, c'est ce que préconise la Haut-commissaire adjointe des Nations Unies aux droits humains, Flavia Pansieri.

Répondant aux questions d'un groupe de journalistes haïtiens en marge des [Journées européennes de développement à Bruxelles](#), Flavia Pansieri a dit ne pas vouloir se prononcer à la place de la justice.

« La seule chose, que je peux vous dire, c'est que nous croyons important que nous procédions à une analyse de la situation, avec pour but de voir s'il faut recourir à des mesures de réparations ou pas. Mais, en ce moment, étant donné que le procès est en cours, il serait [déplacé] de dire autre chose », réagit-elle.

Une plainte a été déposée, le mercredi 9 octobre 2013, à New York, par 5 avocats haïtiens représentant des victimes de l'épidémie.

La plainte souligne la négligence des Nations Unies dans l'éclatement de la maladie et exige des compensations pour les victimes. Jusqu'ici, les Nations Unies continuent de nier toute implication. Depuis son apparition en octobre 2010 en Haïti, le choléra a déjà fait près de 9 mille morts, dont plus de 300 depuis janvier 2013. Des flambées ne cessent point d'éclater, surtout dans les zones où l'accès aux soins et aux sanitaires est précaire.

Les organisations luttant pour un dédommagement des victimes ont [très souvent été irritées par l'attitude du gouvernement](#) qu'elles accusent de passivité face à la situation.

Évitant de parler de responsabilité totale des Nations Unies, dans l'apparition du choléra, le premier ministre Laurent Salvador Lamothe a proposé la mise en place d'une [commission mixte](#) devant étudier les voies et moyens de combattre le choléra en Haïti.

A la suite de cette proposition, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Onu), le sud-coréen Ban Ki-moon, a dépêché à Port-au-Prince, le vendredi 11 octobre 2013, Pedro Mandrano, sous-secrétaire général adjoint en charge de la réponse au choléra pour Haïti, qui a déjà discuté avec Lamothe sur la question, selon le quotidien Le Nouvelliste.

Les ministères de la santé publique et de la population (Mssp), des Affaires étrangères (Mae), le bureau du premier ministre et la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (Dinepa) seront représentés au sein de ladite commission.

Par ailleurs, la question du choléra en Haïti est aussi une affaire de respect des droits humains, qui constitue un véritable étendard pour les Nations Unies. L'issue du procès, engagé à New York, pourrait ébranler le système des missions de maintien de la paix.

La Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (Minustah), pointée dans l'apparition du choléra, est également mise en cause dans des affaires de viols et de torture.

Pour Flavia Pansieri, le respect des droits humains en Haïti passe par un renforcement des structures de l'État et des compétences.

« Ce qui est important, aussi, c'est de s'engager, de la part de la population haïtienne, pour que ce soit un processus qui vienne de l'intérieur, qui appartienne au peuple, et qui ne soit pas seulement une recommandation de l'extérieur », rappelle-t-elle. [kft gp apr 2/12/2013 13:40]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15584#.UqdRbOJA13M>

## **Le respect des droits des femmes, condition sine qua non pour l'atteinte des OMD**



*De notre envoyée spéciale Francesca Théosmy*

2/13/13: Les objectifs du millénaire pour le développement ayant rapport avec la santé ne pourront être atteints si les femmes ne jouissent pas de leurs droits et si le système sanitaire demeure faible, selon ce qui ressort d'une interview avec Tim Roosen, coordonnateur de Action for global health.

Tim Roosen a réagi en marge des [Journées européennes de développement](#) qui ont eu lieu les 26 et 27 novembre à Bruxelles, consacrées à des discussions autour de l'agenda post-2015.

Sur les 8 objectifs du millénaire pour le développement fixés en 2000, trois concernent la santé. Il s'agit de la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et le combat contre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies. Ce sont également les objectifs qui ont connu le moins de progrès dans le monde.

Pour Tim Roosen, c'est « parce que cela nécessite d'aller au-delà des institutions ou des offres de soins et de matériels. Car cela nécessite un accès aux moyens de contraception et un processus de consultation dans l'opinion publique et avec les femmes afin qu'elles décident de quand et comment faire un planning familial ».

Tim Roosen poursuit son analyse pour situer le problème également du côté des donateurs. Selon lui, lutter pour ces objectifs est « moins concret que de guérir quelqu'un. Cela se situe sur un plus long terme. Mais c'est essentiel. Il n'est pas acceptable que des femmes meurent parce qu'elles donnent la vie ».

Des discussions sont en cours au niveau de l'Union Européenne et des Nations Unies pour établir un agenda après 2015. Tim Roosen dit espérer que « l'agenda sera totalement différent » avec « un cadre universel » basé sur des règles et des engagements valables pour tous les pays de la planète.

« Au niveau de la coopération nous espérons que le cadre post-2015 aura un focus plus important sur le renforcement du système de santé. On a besoin d'investissement allant au-delà du renforcement des services de santé et de soins », insiste-t-il.

En fait, pour venir à bout des défis en matière d'accès équitable aux soins, il faudra aller en profondeur en améliorant la qualité des ressources humaines, en établissant un ministère de la santé plus fort et une couverture sanitaire complète, tenant ainsi compte des zones reculées.

Action for global health est un réseau de plaidoyer d'organisations non gouvernementales européennes travaillant sur la santé et intervenant dans 70 pays. [kft gp apr 2/12/2013 11 :10]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15581#.UqdRTuJAI3M>

### **Journées européennes de développement : Des discussions sur l'avenir des objectifs du millénaire à Bruxelles**



27/11/13: Les Journées européennes de développement (Jed) ont débuté, le mardi 26 novembre 2013, à Bruxelles, avec la participation de plus de 4 mille personnes, constate AlterPresse.

« Une vie décente pour tous d'ici 2030 - construire un consensus pour le nouvel agenda pour le développement » est le thème de cette 8<sup>e</sup> édition des Jed, lancées par le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso, et le commissaire européen au développement, Andris Piebalgs.

Des ministres et chefs d'État de pays d'Afrique, venus témoigner de leur expérience et du chemin qu'il reste encore à parcourir, ont également pris la parole lors du lancement.

L'idée des Jed, qui se déroulent sur deux jours, est, selon Andris Piebalgs, de trouver le moyen d'assurer, au mieux, un avenir sans pauvreté pour les générations futures.

Considérées comme le laboratoire des politiques européennes en matière de développement et de coopération, les Jed s'inscrivent dans la perspective de préparer

l'agenda post-2015, année marquant l'échéance pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

Le président de la commission européenne, Jose Manuel Barroso, croit que « le monde doit énormément aux objectifs du millénaire pour le développement », et certains objectifs, à l'image de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté dans le monde, ont été atteints.

Toutefois, certains pays sont à la traîne, parmi eux Haïti, et il leur reste moins de mille jours pour continuer à progresser. Des discussions, comme celles qui ont lieu lors des Jed, visent à dessiner un cadre pour les interventions en matière de développement, une fois ce délai passé.

Le focus de ce nouvel agenda en préparation sera mis sur les pays les plus pauvres, avec une attention beaucoup plus faible pour les pays émergents, comme la Chine ou encore le Brésil. Une autre grande ligne, déjà esquissée, est de faire en sorte que les normes en matière de progrès soient les mêmes pour tous les pays.

Cette idée part du constat que certains pays, considérés comme pauvres il y a quelques années, sont en mesure, actuellement, de donner l'exemple en matière de développement. « Les défis mondiaux, auxquels nous faisons face, nécessitent des réponses et des actions mondiales », précise le commissaire européen au développement, Andris Piebalgs.

Le processus de consultation autour de l'agenda post-2015 a déjà fait l'objet du rapport « Une vie décente pour tous », élaboré par un panel ad hoc des Nations Unies établissant déjà l'éradication de l'extrême pauvreté et le développement durable comme le cœur des actions post-2015.

« En fait, je crois que, d'ici quelques années, les gens ne comprendront pas comment ce fut possible, comment ce fut possible qu'au début du 21<sup>e</sup> siècle, alors que le monde accumule autant de richesses, avec des avancées technologiques impressionnantes, nous avons pu vivre avec la faim et la pauvreté absolue ? », déclare José Manuel Barroso. [kft gp apr 27/11/2013 10:00]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15544#.UqdQ3OJA13M>

## **Haïti-Ue : Un agenda de coopération 2014-2020 optimiste en préparation**



*De notre envoyée spéciale Francesca Théosmy*

1/12/13: Alors que l'Union européenne poursuit le processus de définition de l'agenda de coopération avec Haïti pour la période 2014-2020, le commissaire européen au développement, Andris Piebalgs ne veut pas envisager un échec.

« Je n'envisage pas un scénario où nous dirions que nous n'avons pas réussi. Il nous faut être courageux comme les familles haïtiennes sont courageuses. Notre soutien va continuer, mais c'est toujours plus efficace quand nous travaillons avec le gouvernement », indique Andris Piebalgs lors d'une interview accordée à des journalistes haïtiens à Bruxelles.

A partir de 2014, l'Union Européenne va entamer un nouveau cycle de fonds qui s'achèvera en 2020. Un processus de consultations est en cours avec notamment des organisations de la société civile pour identifier les secteurs prioritaires. Selon Piebalgs trois ont déjà été ciblés. Il s'agit de l'éducation, l'agriculture et la gouvernance. Quatre cent vingt millions d'euros sont promis. De plus pour 2014, 18 millions d'euros sont prévus en terme de soutien humanitaire, l'Ue à travers ses partenaires participant au retour des déplacés des camps et dans la lutte contre le choléra.

La coopération entre Haïti et l'Ue bénéficie par ailleurs de bonnes relations entre des responsables européens et l'administration actuelle. Une source au sein de l'Ue a indiqué qu'il existe « des relations personnelles très très intenses » entre le président Michel Martelly et le chef de la délégation de l'Ue en Haïti, Javier Nino Perez. Martelly a d'ailleurs été reçu en grande pompe à Bruxelles en novembre 2012.

Le président Martelly a pourtant du mal à instaurer un dialogue durable avec l'opposition qui l'accuse de vouloir déstabiliser le processus démocratique. Les sénatoriales partielles et les municipales demeurent la question qui fâche. La source au sein de l'Ue a un avis différent. Il y aurait « de petites avancées » en Haïti avec l'administration Martelly. « Ce gouvernement écoute », fait-elle savoir.

Les partenaires européens d'Haïti ont de plus reçu « un bilan très très positif » sur le Collège transitoire du conseil électoral permanent (Ctcep ) de la part de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) et le bureau local du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud).

La tendance qui se dessine est qu'il y ait une seule élection en octobre 2014 pour renouveler le Sénat et les collectivités territoriales, apprend notre rédaction. Ce calendrier arrange entre autres les pays qui financent en général les élections en Haïti, qui du coup n'auront pas à payer pour un second scrutin de renouvellement du deuxième tiers du Sénat.

« Notre coopération avec Haïti n'est pas exemplaire. Mais je suis optimiste pour le futur. Il faut essayer d'avoir les meilleurs résultats. Quelques fois cela ne marche pas, mais il ne faut pas se décourager », estime Andris Piebalgs. [kft apr 01/12/2013 22:00]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15571>

## **L'Union Européenne s'attend à débours 5 millions de dollars pour des élections en octobre 2014**

25/11/13: Les prochaines élections haïtiennes auront lieu en automne 2014, apprend la RTVC auprès de sources officielles à l'Union Européenne. L'UE ne cache pas cependant sa consternation de voir les élections se tenir aussi tardivement en Haïti, alors que les mandats de certains élus devraient être renouvelés depuis environ un an.

Les retards électoraux prouvent que la Constitution haïtienne n'est pas respectée, soutiennent des diplomates à Bruxelles. Cependant, ils admettent que, dans l'état actuel des choses, il est impossible pour l'UE de participer au financement de deux élections en Haïti dans l'espace d'une année. L'Union Européenne prévoit une enveloppe de 5 millions de dollars pour l'organisation des prochaines élections. A cet effet, l'option d'une seule joute électorale, en octobre 2014, apporte un sentiment de satisfaction, même mitigé, à Bruxelles. C'est la moins pire des solutions, estiment des responsables européens.

Par ailleurs, l'Union Européenne ne cache pas ses inquiétudes vis-à-vis de la détérioration de la situation politique. A Bruxelles, on ne prend partie ni pour le pouvoir ni pour l'opposition, affirme un haut responsable parlant sous couvert de l'anonymat. Cependant, le président Michel Martelly et le premier ministre Laurent Lamothe continuent de jouir de la pleine confiance de l'UE, confirme cette même source qui rappelle que ces deux dirigeants ont été reçus sur tapis rouge à Bruxelles dans l'espace de quelques mois. La dernière visite de Laurent Lamothe à l'Union Européenne remonte à septembre 2013.

Bruxelles entrevoit des signaux encourageants dans la convocation de la chambre des députés à l'extraordinaire pour statuer sur la loi électorale, entre autres. La machine électorale est bien en marche et les prochaines élections vont « se dérouler dans un cadre plus clair », se réjouit-on à l'UE. Le président ainsi que le CTCEP montrent qu'ils sont à l'écoute, souligne un haut responsable du dossier Haïti à l'Union Européenne, qui dit encourager le dialogue entre la présidence et le parlement parce que « chacun doit faire un bout du chemin ».

[http://www.radiotelevisioncaraibes.com/nouvelles/haiti/l\\_union\\_europ\\_enne\\_s\\_atten\\_d\\_d\\_bourser\\_5\\_millions\\_de\\_dollars\\_pour.html](http://www.radiotelevisioncaraibes.com/nouvelles/haiti/l_union_europ_enne_s_atten_d_d_bourser_5_millions_de_dollars_pour.html)

### **RADIO VISION 2000**

- 1 reportage sur le déroulement des JED
- 1 reportage sur l'entrevue avec le Commissaire Piebalgs en français
- 1 reportage sur l'entrevue avec le Commissaire Piebalgs en français
- 1 reportage sur la participation de l'ancien Premier ministre Gary Conille aux JED

### **RADIO TELE CARAIBES**

- Diffusion de 3 reportages aux différentes éditions de nouvelles de la radio
- Diffusion d'un grand reportage sur les JED à la télévision

